

LA CARAVELLE

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

Siège social :

27, Boulevard Merle
13012 MARSEILLE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2023

LA CARAVELLE

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

Siège social :

27, Boulevard Merle
13012 MARSEILLE

RAPPORT DU COMMISSAIRE SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023

À l'assemblée générale de l'association LA CARAVELLE,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **LA CARAVELLE** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent

OBSERVATION

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants:

Résultats des activités

- Les résultats des activités conventionnées ont un caractère provisoire dans l'attente des décisions des autorités de tarification : l'annexe libre « Analyse du résultat » de l'annexe détaille ces résultats excédentaires pour certaines activités et déficitaires pour d'autres,
- Les résultats des activités non conventionnées (gestion patrimoniale et activités non conventionnées) sont arrêtés par le conseil d'administration qui en propose l'affectation.

Par ailleurs nous vous précisons que nos contrôles ne s'étendent pas aux comptes administratifs de vos services présentés aux administrations de tarification et ne concernent pas le bilan et le compte de résultat de chacun d'eux.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- Les principes et méthodes comptables appliqués nous paraissent appropriés. Dans ce cadre, nous avons été conduits à examiner les modalités définitives d'arrêtés des résultats des exercices précédents suite à l'avis des autorités de tarification assurant le financement des services de l'association. Nous avons obtenu les éléments probants justifiant la manière dont ont été comptabilisés l'affectation définitive des résultats conformément aux décisions des dites autorités et la manière dont ces arrêts modifient ou non les comptes annuels des services.

- Les estimations comptables significatives nous paraissent raisonnables,

- La présentation d'ensemble des comptes est conforme aux prescriptions légales.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Les documents juridiques destinés aux membres ainsi que le rapport de tarification sont disponibles sur le site de l'association.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit

pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Aix-en-Provence, le 12 juin 2024.



ACN AUDIT,
Alain CERAULO
Commissaire aux Comptes associé

Bilan Actif

		31/12/2023			31/12/2022
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	3 360	3 054	307	656
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions	947 237	553 122	394 115	427 050
	Installations techniques,mat. et outillage indus.	91 781	89 603	2 178	6 199
	Autres immobilisations corporelles	900 998	569 188	331 810	300 750
	Immobilisations grevées de droits				
	Immobilisations corporelles en cours	30 793		30 793	
	Avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations	799 000		799 000	799 000
	Créances rattachées à des participations	614 171		614 171	612 575
	Autres titres immobilisés	46 840		46 840	46 840
	Prêts	1 000		1 000	1 800
	Autres immobilisations financières	101 459		101 459	78 825
	TOTAL (1)	3 536 640	1 214 967	2 321 672	2 273 696
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	81 473	71 386	10 087	12 145
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	1 064 855		1 064 855	923 256
	TOTAL (2)	1 146 328	71 386	1 074 942	935 401
TOTAL (3)		4 682 968	1 286 353	3 396 615	3 209 097

Bilan Passif

		31/12/2023	31/12/2022
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	1 064 400	1 029 959
	Fonds propres complémentaires	46 263	43 554
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité	1 703 994	1 607 241
	<i>dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	239 601	196 435
	Autres		
	Report à nouveau	377 950	116 060
Fonds reportés et dédiés	Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	1 014 034	859 902
	Excédent ou déficit de l'exercice	705 292	549 926
	<i>dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>		
	Total des fonds propres (situation nette)	4 911 934	4 206 641
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	13 570	31 534
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres	13 570	31 534
	Total des fonds propres	4 925 505	4 238 176
	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation	787 193	789 693
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Fonds dédiés sur concours publics		
	Total des fonds reportés et dédiés	787 193	789 693
Provisions	Provisions pour risques	370 000	370 000
	Provisions pour charges		
	Total des provisions	370 000	370 000
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	55 285	79 368
	Emprunts et dettes financières divers	11 730	12 540
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	201 000	500 000
	Dettes fiscales et sociales		
	Dettes diverses		

Etats financiers au 31/12/2023**Compte
de
Résultat**

Compte de Résultat 1/2

		31/12/2023	31/12/2022
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations		
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	dont ventes de biens relatives aux activités sociales et médico-sociales		
	Ventes de prestations de service	2 151 075	1 932 695
	dont parrainages		
	dont ventes de prestations relatives aux activités sociales et médico-sociales		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	7 873 949	6 387 534
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
EXPLOITATION	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	dont c.f.des autorités de tarification relatives aux act. soc. et médico-sociales		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	159 981	149 687
	Utilisations des fonds dédiés	789 693	787 193
	Autres produits	103 514	158 358
	Total des produits d'exploitation	11 078 213	9 415 467
	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	4 098 369	3 404 695
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	320 737	351 559

Compte de Résultat 2/2

		31/12/2023	31/12/2022
RESULTAT D'EXPLOITATION		710 700	421 854
PRODUITS FINANCIERS	De participation	1 283	
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	2 824	2 217
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		4 107	2 217
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	1 850	2 505
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières		1 850	2 505
RESULTAT FINANCIER		2 257	(289)
RESULTAT COURANT avant impôts		712 957	421 565
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion		134 142
	Sur opérations en capital	18 222	1 115
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels	18 222	135 257
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	13 132	2 550
	Sur opérations en capital	12 754	4 347
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Total des charges exceptionnelles	25 887	6 897
RESULTAT EXCEPTIONNEL		(7 665)	128 360
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices			
TOTAL DES PRODUITS		11 100 542	9 552 942

Etats financiers au 31/12/2023

ANNEXE

Règles et Méthodes Comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux principes définis par le règlement n° 2019-04 du 8 novembre 2019 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des activités sociales et médico-sociales.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Le bilan de l'exercice présente un total de **7 456 122** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **11 100 542** euros et un total **charges** de **10 395 249** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **705 292** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2023** et finit le **31/12/2023**.

Il a une durée de **12** mois.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été arrêtés le 26/03/2024 par le conseil d'administration.

Créée en 1979 l'association La Caravelle s'est donnée comme but l'Aide aux personnes en difficultés morales et/ou matérielles, et comme missions l'hébergement, la protection et l'accompagnement des personnes en difficultés. Depuis plus de quarante ans, partenaire des pouvoirs publics, et en particulier des services de l'Etat, du Département des Bouches du Rhône et de la Ville de Marseille, La Caravelle a mis en place une quinzaine d'établissements diversifiés au gré des besoins sociétaux sur notre zone d'action. Le développement de son parc d'hébergement repose sur des partenariats très étroits avec les bailleurs sociaux

Règles et Méthodes Comptables

Evènements significatifs et faits caractéristiques de l'exercice :

L'activité Urgence Ukraine s'est progressivement éteinte au 30 Juin comme convenu avec les autorités de tutelles, avec l'arrêt progressif des hébergements chez Léo Lagrange rue Papère, puis chez Odalys puis à la rue Kléber prolongée. Conformément à nos engagements La Caravelle a accueilli environ 250 Ukrainiens et trouvé des solutions de réorientation ou de relogement pour la plupart d'entre eux.

La rue Kléber a en revanche été conservée pour sanctuariser 100 places d'hébergement d'urgence de familles dans le cadre d'un accord entre la Ville de Marseille qui finance les loyers, la Sogima qui met à disposition les appartements, La DDETS qui finance le fonctionnement et La Caravelle qui gère.

La Caravelle a par ailleurs été sollicitée et a répondu présent pour l'évacuation d'un très gros et dangereux squat dit le Gyptis (Belle de Mai). Financée par l'Etat notre Association a retrouvé pour quelques mois l'immeuble du 7 rue Papère, devenu propriété de l'Etablissement Public Foncier. Nous y avons accueilli une vingtaine de ménages expulsés du Gyptis sans droits ni titres pour la plupart et les avons accompagnés à des solutions de réorientation, ou d'hébergement pérennes.

En parallèle, La Caravelle a poursuivi le développement d'hébergements diffus de familles dans le cadre de la politique publique de réduction des hébergements hôteliers. L'établissement Urgence Familles compte une vingtaine d'appartements diffus.

Sur 2023 a également été finalisée l'extension du CADA obtenue fin 2022, portant le CADA à 173 places et l'HUDA à 129 places.

La Caravelle a remporté sur 2023 l'appel à projets relatif à la création de places de CPH et a donc mis en place le CPH de l'ETANG, nouvel établissement d'insertion de réfugiés doté de 5 places. Celui-ci est provisoirement et en partie installé sur Marseille mais fait progressivement l'objet d'une relocalisation sur les communes du pourtour de l'Etang de Berre (Miramas, Istres, Martigues, Marignane...)

Sur cette même année, La Caravelle a répondu en partenariat avec l'AVAD, association spécialisée dans l'accompagnement de victimes, à un appel à initiatives de l'Agence de Recouvrement des Avoirs Saisis et Confisqués que nous avons remporté. La Caravelle s'est vu confier une villa saisie et y a installé l'établissement du Rebond destiné à l'accueil temporaire de 5 femmes victimes d'infractions pénales.

Un chantier important de mise en sécurité de l'établissement de St Marcel a été réalisé et a conduit à la mise

Règles et Méthodes Comptables

Des partenariats ont été renforcés notamment avec la maison des femmes et l'Association Loger Notre Dame pour un projet d'hébergement de jeunes mamans sans solutions de logement.

La Caravelle a par ailleurs poursuivi son activité dans l'ensemble des services et établissements existants en 2022.

La gouvernance, Bureau et Direction Générale ont également engagé en continuité du séminaire Administrateurs de septembre 2022 une réflexion sur l'évolution de l'Association, en particulier de son projet Associatif et l'adaptation de sa gouvernance. Ce chantier sera mené sur 2024. Il se produit concomitamment avec la définition d'une politique de communication plus en phase avec les ambitions de La Caravelle de développer des activités faisant appel au mécénat et aux Fondations.

La Caravelle a donc sur 2023 poursuivi son développement sans rupture ni crise dans la fidélité à son projet.

Evènements significatifs postérieurs à l'exercice :

aucun évènements significatifs postérieurs à l'exercice

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non

Règles et Méthodes Comptables

- Agencements, aménagements, installations : de 6 à 10 ans
- Matériel de transport : 4 ans
- Matériel de bureau et informatique : de 3 à 10 ans.
- Mobilier : de 5 à 10 ans

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Compte tenu de la fragilité financière des familles sur lesquelles l'association dispose de créances, l'association a décidé de poursuivre la provision intégrales des créances acquises et non réglées au 31/01/2024 sur ses familles ce qui représente sur l'exercice 2023 une dotation nette de 32 420 € (dotation 32 886 € reprise 467 €).

Provisions pour risques et charges :

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins au moins équivalente attendue de celui-ci.

Indemnités de fin de carrière :

L'association a décidé de ne pas provisionner dans ses comptes le montant des engagements pour départ à la retraite.

Le montant des engagements à la clôture de l'exercice s'élève à 155 907 €.

Les calculs retenus pour l'évaluation de l'indemnité de départ à la retraite sont basés sur :

- le salaire en fin de carrière

Règles et Méthodes Comptables

Rémunération des cadres dirigeants :

Au sein de l'association, le montant des rémunérations et avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés visés par l'article 20 de la loi n° 2006-586 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif n'est pas communiqué.

En effet, compte tenu de l'organisation et de la répartition des pouvoirs au sein de la structure, cette information reviendrait à indiquer une rémunération individuelle.

Honoraires des commissaires aux comptes :

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat s'élève à 18 720 €.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Etat des valeurs mobilières de placement :

SICAV BMM :

- valeur comptable : 3 651.15 €
- Valeur à la clôture : 3 651.15 €

Engagements et sûretés réelles consenties :

- Emprunts et dettes auprès des organismes de crédit :

Montant des dettes au 31/12/2023 : 53 534 €

Effectif moyen :

Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2023
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virent p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	3 360					3 360
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	3 360					3 360
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre	943 441					943 441
	sur sol d'autrui						
	instal. agencé aménagement			3 797			3 797
	Instal technique, matériel outillage industriels	91 781					91 781
	Instal., agencement, aménagement divers	257 288		47 677			304 965
	Matériel de transport	411 915		53 125		14 871	450 169
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	135 292		10 572			145 864
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations grévées de droits						
	Immobilisations corporelles en cours			30 793			30 793
	Avances et acomptes						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		1 839 718		145 963		14 871	1 970 810
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
CIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations	1 411 575		7 653		6 057	1 413 171
	Autres titres immobilisés	46 840					46 840

Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2023
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	2 704	350		3 054
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	2 704	350		3 054
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre	516 391	36 731		553 122
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels	85 582	4 021		89 603
	Autres instal., agencement, aménagement divers	91 861	20 038		111 899
	Matériel de transport	309 870	42 132	14 475	337 527
	Matériel de bureau, mobilier	102 015	17 748		119 763
	Emballages récupérables et divers				
	Immobilisations grevées de droits				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		1 105 718	120 671	14 475	1 211 914
TOTAL		1 108 422	121 021	14 475	1 214 967

Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2023
PROVISIONS REGLEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges	268 000			268 000
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Autres	102 000			102 000
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	370 000			370 000
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers	38 966	32 886	467	71 386
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	38 966	32 886	467	71 386

Créances et Dettes

		31/12/2023	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations	614 171	614 171	
	Prêts	1 000	1 000	
	Autres immobilisations financières	101 459	101 459	
	Clients, usagers douteux ou litigieux			
	Autres créances clients, usagers	81 473	81 473	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	1 000	1 000	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	110 222	110 222	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés	89 773	89 773	
	Divers	841 673	841 673	
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	22 188	22 188	
	Charges constatées d'avance	11 278	11 278	
	TOTAL DES CREANCES	1 874 236	1 874 236	
Prêts accordés en cours d'exercice		2 000		
Remboursements obtenus en cours d'exercice		2 800		
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2023	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine	1 750	1 750		
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	53 534	53 534		
	Emprunts et dettes financières divers	11 730	11 730		
	Fournisseurs et comptes rattachés	391 008	391 008		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	288 644	288 644		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	386 934	386 934		

Annexe libre

NOTES SUR LE BILAN PASSIF

FONDS PROPRES

VARIATION DES FONDS PROPRES	à l'ouverture	augmentation	diminution	a la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	1 073 513	37 151		1 110 664
Fonds propres avec droit de reprise	-			
Ecart de réévaluation				
Réserves	1 607 241	320 902	224 149	1 703 996
Report à nouveau	131 193	335 874	73 984	393 083
Dépenses rejetées	- 19 437		-	- 19 437
Dépenses opposables	4 303			4 303
Réduction des charges d'exploitation	261 600	51 834	26 515	286 919
Résultat sous contrôle des tiers financeurs	598 302	514 882	386 069	727 115
Excédent ou déficit de l'exercice	549 926	705 292	549 926	705 292

Variation des Fonds Dédiés

	Fonds dédiés clôture 31/12/2022	Reports	Utilisations		Transferts	Fonds dédiés clôture 31/12/2023	
			Montant global	dont rembour- sements		Montant global	dont fds dédiés à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation							
Cf.état Subventions d'exploitation							
ILOT	787 193		787 193		787 193	787 193	
CHRS	2 500		2 500				
Contributions financières d'autres org.							
Ressources liées à la générosité du public							

Variation des Subventions d'Investissement

	Subventions à la clôture 31/12/2022	Augmentation	Diminution	Subvention à la clôture 31/12/2023
Subventions d'investissement				
Subventions d'équipement	51 218		3 242	47 976
Autres subventions d'investissement				
Montant nominal	51 218		3 242	47 976
Quotes-parts virées au compte de résultat	19 684	29 444	14 722	34 406

17 964

Produits à recevoir

		31/12/2023
Total des Produits à recevoir		960 209
Autres créances		960 209
<i>PRODUIT A RECEVOIR URSSAF MECS</i>	<i>108 555</i>	
<i>SUBVENTION A RECEVOIR</i>	<i>841 673</i>	
<i>PRODUIT A RECEVOIR</i>	<i>9 981</i>	

Charges à payer

		31/12/2023
Total des Charges à payer		652 346
Dettes fournisseurs et comptes rattachés <i>FOURN FACTURES NON PARVENUES.</i>	<i>73 388</i>	73 388
Dettes fiscales et sociales <i>CONGES A PAYER</i> <i>ORG.SOC. CONGES A PAYER</i> <i>ORG.SOC. CHARGES A PAYER</i> <i>ETAT AUTRES CHARGES A PAYER</i> <i>FORMATION CONTINUE A PAYER</i> <i>EFFORT CONSTRUCTION A PAYER</i>	<i>283 269</i> <i>145 373</i> <i>28 320</i> <i>80 340</i> <i>26 482</i> <i>15 067</i>	578 852
Autres dettes <i>DIVERS CH A PAYER</i>	<i>106</i>	106

Annexe libre

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

SUBVENTIONS D EXPLOITATION

Nom organisme subvention neur	Motif	Montant notifié N	Montant perçu N	Montant a percevoir N+1	Montant perçu d'avance N	Montant perçu d'avance N-1
DEP 13	ASELL	150 110	110 320	54 480	71 310	78 800
DEP 13	BERCEAU	93 210	91 670			
Préfecture	CADA	1 367 954	1 367 954			
Préfecture	CHRS	823 522	823 522			
Préfecture	CHUF	466 041	10 156			
Préfecture	CPH	658 341	658 341			
Préfecture	HUDA	818 557	818 557			
DEP 13	ILOT	787 193	787 193	787 193		
DEP 13	MECS	15 208	15 208			
Préfecture	MR GAMBETTA	149 468	149 468			
Préfecture	MR ST MARCEL	192 173	192 173			
DEP 13	OASIS	150 000	150 000			
Préfecture	URGENCE UKRAINE	169 000	169 000			
Préfecture	URGENCE UKRAINE	690 911	690 911			
Préfecture	URGENCE FAMILLE	8 724	8 724			
Préfecture	URGENCE FAMILLE	1 082 997	1 082 997			
Préfecture	CPH DE L ETANG	171 499	171 499			
Préfecture	SERV SUPPORT PSY	66 000	66 000			
Préfecture	LE REBOND	13 042	13 042			
	TOTALIX	7 873 949	7 376 734	841 673	71 310	78 800

Annexe libre

ANALYSE DU RESULTAT

Catégories d'activité	Déficits	Excédents
MECS	4 646	
CHRS		57 262
CADA		74 018
MR GAMBETTA		28 396
MR SAINT MARCEL		60
ASELL		2 348
SIEGE		100
CPH		44 402
CHUF		16 011
ILOT	26 324	
BERCEAU		7 357
HUDA		79 765
OASIS		46 778
SERV URGENCE UKRAINE		261 502
MR LA TESE		
SERV URGENCE FAMILLE		32 677
CPH DE L ETANG DE BERRE		17 781
LE REBOND		1 811
SERVICE SUPPORT PSY		65 993
RESULTAT DE L EXERCICE	30 970	736 263

705 292

Annexe libre

TABLEAU RELATIF AUX PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS

DETAIL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS :

Sur opérations de gestion :
Sur opérations en capital : 18 222

DETAIL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES :

Sur opérations de gestion : 13 132
Sur opérations en capital : 12 754

RESULTAT EXCEPTIONNEL : -7 665 €